



Les conditions de vie de la grande majorité des citoyens se dégradent faisant de l'emploi, du pouvoir d'achat, des services publics et de la protection sociale des préoccupations essentielles. Le gouvernement s'enfoncé dans une logique économique libérale et mène une politique de réduction du « coût du travail » qui se fait au détriment des acquis sociaux et de la protection sociale, boucliers contre les inégalités et ce, sans relancer l'emploi. Cette politique engendre de surcroît une désespérance sociale et des replis sur soi qui font le lit des idées d'extrême droite.

Le Pacte de responsabilité, initié par le gouvernement, qui entraîne 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales et donc une nouvelle diminution des dépenses publiques, est inacceptable. De plus, 50 milliards au total de baisse des dépenses publiques sont programmées sur les trois prochaines années aggravant ainsi les politiques d'austérité.

Les retraités comme les actifs sont touchés par les politiques d'austérité. L'absence de revalorisation des pensions au 1^{er} avril et la fiscalisation de la majoration pour 3 enfants vont de traduire par des pertes de pouvoirs d'achat.

La Fonction Publique comme les services publics sont créateurs de richesse et participent au développement de l'activité et de l'attractivité de notre pays. Plus que jamais ils doivent être soutenus et développés. La reconnaissance du travail des agents de la fonction publique ne peut plus attendre.

La poursuite du gel du point d'indice, l'augmentation des cotisations, les annonces de réduction des dépenses publiques et les perspectives restreintes de négociations salariales ne sont pas acceptables. À cet égard, le gel de l'avancement des fonctionnaires, annoncé, aussitôt démenti mais quand même sur la table comme une piste possible, serait un véritable casus belli.

Dans l'Éducation, alors que la priorité à la jeunesse a été affirmée et réaffirmée par le Président de la République, alors que la Loi de refondation de l'École avait gravé dans le marbre la création de 60 000 postes sur la durée du quinquennat, cette annonce de réduction drastique des dépenses publiques à hauteur de 50 milliards peut nous faire craindre le pire sur ces engagements que nous estimons pourtant indispensables voire essentiels pour l'avenir de notre pays. Ce point est d'autant plus crucial que les moyens en emplois supplémentaires programmés pour la prochaine rentrée sont insuffisants pour absorber la seule hausse démographique.

Par ailleurs, l'annonce de 10 milliards d'économie sur le dos des collectivités territoriales fait craindre un moindre engagement de celles-ci dans leurs actions volontaires en direction de l'école, un investissement moindre sur les collèges, une aide diminuée aux associations dont les associations sportives des collèges.

L'amélioration qualitative attendue est, dans les départements, souvent inexistante et entre en concurrence avec les ouvertures de classes dont les effectifs continuent d'augmenter. Pour faire réussir tous les élèves, des mesures concrètes telles que l'allègement du nombre d'élèves par classe, des remplacements assurés, des RASED renforcés, une éducation prioritaire refondée, des décharges de direction à la hauteur des besoins, une formation initiale et continue améliorée, un dispositif « plus de maîtres que de classes » réellement installé et abondé en moyens, une scolarisation des moins de 3 ans élargie voire généralisée, une autre réforme des rythmes, l'abandon de la réforme de la voie professionnelle, une autre réforme des lycées, une réflexion sur le collège et sur les liaisons avec le premier degré et le lycée,... sont que plus que jamais indispensables, nécessitant un réel engagement budgétaire.

Dans notre département où la situation socio-économique se dégrade de jour en jour, où la population connaît de grosses difficultés, où le taux de PCS défavorisées ne cesse d'augmenter, où rien ne semble pouvoir enrayer le flux migratoire que nous subissons depuis plusieurs années, les plus favorisés et les jeunes quittant, par choix ou par obligation, le territoire..., au prétexte d'un « rééquilibrage national » et appliquant brutalement la règle comptable des « effectifs repères » et autres « objectifs d'encadrement » (28 élèves en maternelle et 25 en élémentaire dans les écoles hors éducation prioritaire, 25 et 23 dans celles de l'éducation prioritaire, 28 et 29 dans les collèges hors EP, 25 dans ceux de l'EP, 36 dans les lycées...), Monsieur le Recteur de l'Académie de Reims et Monsieur le Directeur Académique des Services Départementaux de l'Éducation Nationale vont donc supprimer 44 postes d'enseignants (20 dans le premier degré, 24 dans le second), fermer 35 classes (selon le projet actuel), rayer de la carte 2 sites de collèges ruraux...

Les représentants des personnels de toutes les organisations syndicales siégeant à ce CDEN ainsi que les représentants des parents d'élèves de la FCPE dénoncent vigoureusement toutes ces reprises envisagées pour la rentrée 2014 -ainsi que la gestion académique et départementale des moyens- qui vont encore dégrader les conditions d'étude et d'apprentissages des élèves, réduisant sans doute encore un peu plus leurs possibilités de réussite.

Pour toutes ces raisons, ils ont décidé de ne pas participer aujourd'hui aux travaux de ce CDEN pour attirer l'attention de leurs interlocuteurs sur cette préparation de rentrée qui, premier et second degrés confondus, n'a recueilli, quelle que soit l'instance consultative (CTA et CTSD) que désaveu complet et opposition unanime.

Nous demandons donc solennellement à Monsieur le Préfet de bien vouloir faire entendre à Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale (déjà sensibilisé à la situation du département des Ardennes à l'occasion d'une visite il y a quelques mois...) la voix des familles, des élèves, des enseignants, de la population en général qui souhaitent qu'une attention particulière soit accordée à ceux qui en ont le plus besoin et, pour tous, une autre rentrée 2014.

